



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETÉ N° 84-DDPP-17
portant bénéfice d'antériorité

Le préfet de la Loire

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 513-1 ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n°16-68 du 21 mars 2016 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUERSON, Directrice Départementale de la Protection des Populations de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 436/DDPP/16 du 28 octobre 2016 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

VU l'arrêté préfectoral modifié n°61-DDPP-2011 du 17 février 2011 autorisant la société PURFER à exploiter un établissement de récupération de déchets métalliques ;

VU le courrier de l'exploitant du 31 mai 2016 sollicitant le bénéfice d'antériorité suite à la modification de la nomenclature des installations classées ;

VU l'avis de l'Inspection des Installations Classées ;

CONSIDERANT qu'il convient de régulariser la situation administrative de l'installation susvisée ;

SUR proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations,

ARRETE

Article 1

Le tableau des installations classées de l'article 1.1. de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2002 est remplacé par le tableau suivant :

Rubriques	Désignation de la rubrique	Volumes d'activité	A, D, NC
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux La surface étant supérieure ou égale à 1000 m ²	33 000 m ² répartis comme suit : <ul style="list-style-type: none">• stockage max 4 000 t de ferrailles• 500 t de non ferreux	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Cisaillage 30 t/h ferrailles et 5 t/h en non ferreux Découpe au chalumeau 200 t/mois ferrailles	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de	20 t de batteries	A

Rubriques	Désignation de la rubrique	Volumes d'activité	A, D, NC
	déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1t	50 t de moteurs thermiques	
2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage La surface étant supérieure à 50 m ²		A
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois le volume susceptible d'être présent étant inférieur à 1 000m ³	Une benne bois de 30 m ³ Une benne carton de 30 m ³ Une benne tout venant de 30 m ³	D
2710	Déchetteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public	Point d'apport volontaire de déchets de métaux triés non dangereux	D
4725-2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant 3 t	D
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution pour les stockages autres que les cavités souterraines et les stockages enterrés. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est inférieure à 50 t au total.	Stockage de carburant (GR. et/ou GNR). Quantité maximale : 30 tonnes	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume équivalent annuel étant inférieur à 100 m ³	Volume équivalent annuel inférieur à 100 m ³	NC
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 6 t	Quantité totale susceptible d'être présente : 0,35 t	NC

A (Autorisation) – D (Déclaration) – NC (Non Classée)

Article 2

Les prescriptions concernant les installations existantes des arrêtés ministériels du 02/04/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710, et du 14/10/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2714, sont applicables à l'établissement.

Article 3

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 229-DDPP-11 du 31 mai 2011 portant modification de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2002 est abrogé.

Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 5 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de SAVIGNEUX pendant une durée minimum d'un mois.

Monsieur le maire de MONTBRISON fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Loire l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société PURFER.

Article 6 - Exécution

Monsieur le sous-préfet de MONTBRISON, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, Madame la directrice départementale de la protection des populations et Monsieur le maire de MONTBRISON sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la Mairie de MONTBRISON et à la société PURFER.

Fait à Saint-Etienne, le 9 mars 2017

Patrick RUBI
Directeur Adjoint

Pour la Direction Départementale
de la Protection des Populations
et par délégation

Copie adressée à :

- Société DERICHEBOURG Environnement - PURFER

RD 147

Quartier de la Gare

69780 SAINT-PIERRE DE CHANDIEU

- Monsieur le sous-préfet de MONTBRISON

- Monsieur le maire de MONTBRISON

- Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UT Loire

Inspection de l'environnement

- Archives

- Chrono

